



Conseil économique et social

Distr. générale
29 mai 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Débat de haut niveau

Forum pour la coopération en matière de développement

Compte rendu analytique de la 29^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 21 mai 2018, à 15 heures

Vice-Président : M. Matjila (Afrique du Sud)

puis : M. Mahmadaminov (Vice-Président) (Tadjikistan)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (*suite*)

c) Forum pour la coopération en matière de développement (*suite*)

Table ronde 2 : L'intégration des partenariats multipartites ouverts à tous et les approches en matière de coopération pour le développement : cadres politiques et juridiques

Table ronde 3 : Obtenir de meilleurs résultats pour un développement durable : le rôle des politiques nationales de coopération pour le développement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-08130 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau

c) Forum pour la coopération en matière de développement (suite)

Table ronde 2 : L'intégration des partenariats multipartites ouverts à tous et les approches en matière de coopération pour le développement : cadres politiques et juridiques

1. **M. Harris** (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et économiste en chef du Département des affaires économiques et sociales), modérateur, ouvrant la table ronde, annonce que le débat portera sur les moyens de tirer parti des avantages comparatifs que les différents acteurs du développement apportent aux partenariats multipartites, et sur les cadres politiques et juridiques à mettre en place pour plus d'efficacité. Chaque partenaire apportant une contribution différente, il invite les participants à la table ronde à se demander s'il est possible de prendre en compte les intérêts de tous les partenaires dans un cadre général ou s'il convient de mettre en place des dispositifs plus approfondis et plus individualisés. Il faut également s'interroger sur le type d'appui qu'un partenaire donné est censé recevoir et fournir, ainsi que sur les liens entre les partenaires. Étant donné que chaque partenaire se verra attribuer des responsabilités différentes, l'orateur se demande comment faire appliquer le principe de responsabilité compte tenu de ces différences.

2. **M^{me} Fine** [Administratrice adjointe par intérim du Bureau des politiques, de la planification et de l'apprentissage de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)], participante à la table ronde, dit que son agence a une certaine expérience des partenariats multipartites, des possibilités qu'ils offrent et de leurs limites. Une étude récente a révélé que les partenariats de ce type donnaient des résultats mitigés et ne devaient pas être considérés comme une panacée pour le développement. Il importe donc de déterminer les domaines dans lesquels ils sont pertinents et ceux dans lesquels une autre approche serait mieux adaptée. Le Gouvernement des États-Unis joue souvent le rôle de bailleur de fonds pour des projets de développement. Cependant, il convient de souligner que face à des problèmes de développement complexes, l'argent ne suffit pas : des technologies, de nouvelles idées et des approches innovantes sont également nécessaires, et les partenariats multipartites permettent souvent de réunir toutes les institutions utiles à cet égard. L'Agence des États-Unis pour le développement international a également appris qu'il pouvait être

difficile de réaliser des projets qui soient véritablement ouverts à tous. Pour conclure, l'oratrice fait observer que chaque partenaire poursuit des objectifs différents : la participation du secteur privé est souvent axée sur les transactions, tandis que les partenaires du secteur public doivent justifier l'utilisation des ressources auprès de leurs parlements et des citoyens. Il importe donc que tous les partenaires clarifient leurs attentes dès le départ.

3. **M^{me} Mkhize** (Directrice principale de l'innovation au service du développement sans exclusion du Ministère sud-africain de la science et des technologies), participante à la table ronde, dit que les partenariats pour l'innovation scientifique et technologique doivent prendre en compte les priorités et les besoins nationaux et mettre à profit et renforcer les capacités existantes. Les partenariats multipartites pour le développement sont complexes et doivent être considérés comme des engagements à long terme.

4. Lorsqu'il conclut un partenariat, le Ministère sud-africain de la science et des technologies souhaite que les politiques soient clairement définies et les responsabilités équitablement réparties, le but étant d'atteindre un objectif commun. Il privilégie une approche globale faisant une place à l'innovation, ainsi qu'aux tests et aux expérimentations, afin de veiller à ce que toute technologie venue de l'extérieur soit adaptée au contexte national. En outre, il faut assurer la cohérence des politiques en matière de science, de technologie et d'innovation et des politiques de développement. Les partenaires de développement potentiels doivent également être prêts à prendre des risques, à changer leur façon de travailler et à s'engager au besoin dans un processus de destruction créatrice pour atteindre les objectifs, susciter des changements à l'échelle du système et renforcer les capacités.

5. Le principal obstacle à l'établissement de partenariats pour le développement réside dans le fait que la plupart des pays n'ont pas respecté l'engagement qu'ils avaient pris de consacrer 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB) au développement. Par ailleurs, il s'avère difficile de faire en sorte que le secteur privé intervienne assez tôt dans les projets pour que ceux-ci puissent se développer de manière satisfaisante. Les résultats obtenus doivent être analysés, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

6. **M. Hoffman** (membre du conseil d'administration de Global Entrepreneurship Network et de Unreasonable Group), participant à la table ronde, dit qu'il n'est pas un dirigeant politique ; il aborde les partenariats multipartites de son point de vue de concepteur de solutions ou d'entrepreneur. Il est heureux d'annoncer que les chefs d'entreprise ont

accueilli avec satisfaction les objectifs de développement durable, qui offrent un cadre commun pour la résolution de problèmes auxquels il faut s'attaquer. Toutefois, ces chefs d'entreprise ne peuvent se permettre d'attendre que les décideurs achèvent leurs travaux pour commencer à travailler sur des solutions, et certains entrepreneurs ont même tendance à considérer que les politiques entravent l'action au lieu de la favoriser. L'orateur a l'impression que les décideurs s'efforcent parfois trop de peaufiner une politique avant de la rendre publique, plutôt que de la mettre en œuvre et de laisser aux acteurs concernés le soin de la perfectionner avec l'aide de l'expérience. Il n'est pas nécessaire de régler tous les problèmes à l'avance.

7. L'Organisation des Nations Unies a fixé les objectifs de développement durable pour régler les problèmes mondiaux, mais ce cadre a été élaboré en l'absence des personnes appelées à le mettre en œuvre dans les faits, dont les voix ne sont pas entendues. L'orateur exhorte les dirigeants à se rendre dans les villes et les villages et à étudier l'intégralité du processus de résolution des problèmes quitte à mettre les mains dans le cambouis.

8. L'orateur fait valoir que les rapports du Forum pour la coopération en matière de développement qu'il a lus mettent avant tout l'accent sur le financement des projets, or l'argent ne permet pas à lui seul de régler les problèmes ; le capital humain et l'accompagnement sont tout aussi importants. On ne saurait nier l'importance du financement, mais financement sans encadrement n'est que gaspillage. En outre, il importe de mesurer non seulement le montant des fonds levés pour financer des projets, mais aussi les résultats et les effets réels de ces projets, par exemple le nombre de personnes sorties de la pauvreté ou l'ampleur de la baisse du taux de mortalité infantile.

9. L'orateur invite les autorités nationales à s'associer à des organisations telles que le réseau Global Entrepreneurship Network, présent dans 170 pays, qui a été créé afin de réunir des personnes porteuses de solutions. Il les invite également à rejoindre le réseau Unreasonable Group, qui met en place des partenariats public-privé visant à régler les problèmes auxquels s'attaquent les 17 objectifs de développement durable. Ce dernier réseau prévoit d'organiser des ateliers intensifs de recherche de solutions pour chacun des objectifs, à l'image de celui récemment consacré à l'objectif n° 3 relatif à la santé. Toute proposition visant à accueillir les 16 autres ateliers est la bienvenue.

10. **M^{me} Nicholls** (Canada) souligne qu'il importe de parvenir à l'égalité des sexes en diversifiant les

partenariats et en finançant directement les organisations de femmes locales dans les pays en développement.

11. **M. Park** Chull-Joo (République de Corée) estime que l'importance des partenariats multipartites dans l'échange de connaissances et de pratiques optimales n'est plus à prouver ; la société civile et le secteur privé ont une influence grandissante dans ce domaine. Il importe également que les membres de groupes vulnérables, en tant que bénéficiaires des programmes, participent pleinement à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets qui les concernent.

12. L'orateur est d'avis que le modèle traditionnel dans lequel deux gouvernements s'associent afin de concevoir des projets de développement, l'un en tant que donateur et l'autre en tant que bénéficiaire, ne marche plus. Les gouvernements devraient plutôt mettre en place un climat politique et un cadre réglementaire favorisant la participation du secteur privé. L'orateur pose la question de savoir quel est l'obstacle le plus important qui empêche le secteur privé de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

13. **M. Almino** (Observateur du Brésil) déclare que les organisations de la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé ont un rôle à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable, mais qu'ils doivent assurer la cohérence de leur action en se concertant avec les gouvernements des pays en développement. De l'avis de sa délégation, il faut adopter des critères d'admissibilité pour l'établissement de partenariats avec le secteur privé, et notamment prendre en compte les éléments suivants : ampleur des transferts de technologie, création d'emplois, génération de revenu et de recettes fiscales, renforcement des chaînes de production et refus des pratiques monopolistiques. Il conviendrait également de prendre en compte la diversité culturelle, les moyens techniques et la transparence de la gestion des fonds alloués.

14. **M. Motter** (Union interparlementaire) fait valoir que l'élaboration de politiques demande en effet du temps et des efforts, mais qu'à l'évidence aucun acteur ne détient à lui seul la solution à tous les problèmes. Il faut rechercher les solutions dans un cadre intégré tel que celui des objectifs de développement durable. Les décideurs, comme ceux de l'ONU, devraient donc tirer encore plus fierté du fait d'avoir créé un environnement favorable au règlement des problèmes.

15. **M. Harris** (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et économiste en chef du Département des affaires économiques et sociales) constate que deux conceptions des partenariats ont été évoquées : l'une est fondée sur un cadre souple et met

l'accent sur les bénéficiaires, tandis que l'autre, plus structurée, prévoit l'établissement de critères clairs pour la participation des partenaires du secteur privé. Il se demande laquelle semble préférable aux participants.

16. **M. Hoffman** (membre du conseil d'administration de Global Entrepreneurship Network et de Unreasonable Group) estime que si les membres d'un partenariat peuvent effectivement avoir des objectifs à court terme, en définitive, il ne sera pas possible de trouver des solutions à l'échelle mondiale en l'absence d'objectifs communs.

17. **M. Maestriperi** (Directeur général adjoint pour la coopération internationale, Italie), participant à la table ronde, annonce que son intervention est centrée sur le cadre juridique mis en place par l'Italie pour appuyer les partenariats multipartites.

18. Le Gouvernement italien a créé trois entités juridiques compétentes dans ce domaine : la première est un comité intergouvernemental sur la coopération au service du développement, qui réunit le ministère chef de file dans ce domaine, le Ministère des affaires étrangères, ainsi que d'autres ministères compétents, tels que ceux de l'environnement et des finances, sachant que l'ensemble du gouvernement se mobilise pour veiller à la cohérence des politiques. La deuxième entité est le Conseil national pour la coopération au service du développement, qui regroupe près de 80 membres représentant tous les niveaux de l'administration – central, régional et local – ainsi que des organisations de la société civile et des universités. Le Conseil a un rôle consultatif pour les questions de politique générale et peut aussi formuler des propositions. Il a recours à des méthodes informelles et a créé des groupes de travail sur diverses questions. La troisième entité est la Conférence pour la coopération au service du développement, organisée tous les trois ans, la dernière réunion en date remontant à janvier 2018. Son but est de permettre aux parties prenantes de débattre publiquement afin de sensibiliser l'opinion publique, en particulier la jeune génération, à la coopération au service du développement.

19. Pour illustrer le travail accompli par ces entités, l'orateur a cité l'exemple du Conseil national pour la coopération au service du développement, qui a créé un groupe de travail sur les migrations et le développement, sujet sensible à l'heure actuelle en Italie. En s'appuyant sur l'expérience des différentes communautés de la diaspora présentes dans le pays, le Conseil national a organisé un sommet sur la diaspora réunissant des organisations de la société civile, des représentants des autorités locales et des gouvernements des principaux pays d'origine, qui a débouché sur un document final

proposant des principes d'action communs. Le secteur privé, les universités et les organisations de la société civile ont également collaboré pour proposer des orientations générales sur l'énergie qui ont été adoptées par le Gouvernement.

20. Axant ses observations sur le secteur de l'eau, **M. Gély** (Chef de division et responsable du Programme global Eau de la Direction suisse du développement et de la coopération), participant à la table ronde, dit que les maladies transmises par l'eau sont responsables de 3 à 5 millions de décès par an, alors que seulement 40 % des bassins transfrontières du monde entier sont réglementés par des accords internationaux.

21. Il convient de choisir ses partenaires avec soin lorsque l'on repense les limites séparant les différents domaines politiques. L'élaboration d'un accord transfrontière dans ce domaine requiert évidemment la collaboration du Ministère en charge de la gestion des ressources en eau, mais de nombreux autres domaines sont également concernés, notamment l'énergie, le commerce, l'agriculture et la sécurité. L'orateur déplore le manque d'intérêt des jeunes pour le secteur de l'eau. En conséquence, il préconise d'aller plus loin qu'un simple partenariat et de lancer un mouvement qu'il baptise du nom de « paix bleue », qui permettrait de sensibiliser la nouvelle génération et de mobiliser des financements pour des projets relatifs aux eaux transfrontières.

22. Il faut d'abord créer une instance de dialogue non contraignante, qui regroupe à la fois des partenaires du secteur privé cherchant à faire des profits tout en exerçant une influence positive, et des dirigeants politiques de pays préoccupés par des questions de sécurité nationale et de souveraineté. Il importe de collaborer avec les principaux médiateurs pour faire avancer les travaux, en se fondant sur le principe du partage des avantages, des risques et des responsabilités. Ce dialogue permettrait de créer des conditions favorables à l'exécution d'activités de mise en œuvre auxquelles le secteur privé pourrait contribuer. Dans un environnement politique bien réglementé, le secteur privé et les sociétés multinationales peuvent notamment participer aux activités de gestion, de partage et de conception des données.

23. **M. Mohammed** (Représentant permanent des Maldives auprès de l'ONU), participant à la table ronde, dit qu'en tant que petit État insulaire en développement, son pays s'est souvent demandé si l'objectif des partenariats était le développement ou la croissance économique.

24. Les Maldives sont un archipel de 1 200 îles, dont 188 seulement sont habitées. De ce fait, la croissance

économique et le développement recouvrent pour ce pays des réalités distinctes. Chaque île a besoin d'infrastructures, qu'il s'agisse de ports, d'hôpitaux, de banques, d'écoles, de routes ou d'autres biens publics nécessaires dans toute ville. Les Maldives ont fait l'expérience des partenariats public-privé en 2009, avec des résultats mitigés. Alors que le secteur privé est nécessairement axé sur la recherche de profit, le secteur public obéit dans la plupart des cas à des considérations électorales, la difficulté consistant à associer les deux pour favoriser une croissance inclusive. Le tourisme joue un rôle moteur, mais il s'est avéré difficile de transférer les fruits de cette croissance vers d'autres secteurs non rentables. À titre expérimental, dans le cadre de la location à bail d'îles pour le développement de complexes touristiques, le Gouvernement a demandé à des promoteurs de bâtir des infrastructures dans des îles voisines, avec un succès limité. Se pose également la difficile question de savoir si les institutions sont suffisamment solides pour superviser les projets d'investissement, compte tenu de l'éloignement de nombreuses îles ; il conviendrait peut-être de commencer par renforcer les institutions.

25. **M^{me} Boethius** (Impact Hub Geneva et Accelerate 2030) dit que l'on pourrait relever de nombreux défis grâce à l'entrepreneuriat, généralement en mettant en place des solutions reposant sur la technologie portées par des citoyens engagés et des chefs d'entreprise. Basée à Genève, où elle bénéficie de la proximité de l'ONU et d'un bassin d'investisseurs dynamique, son organisation a conclu le partenariat « Accelerate 2030 » avec le PNUD, qui vise à repérer dans les pays en développement des entrepreneurs capables d'apporter des solutions aux problèmes auxquels s'attaquent les objectifs de développement durable. Impact Hub offre une assistance, des ressources, de la visibilité et des contacts à une quarantaine de partenaires, et collabore avec des alliés inattendus. L'organisation obtient de meilleurs résultats lorsqu'elle travaille avec les structures locales et les acteurs du développement déjà en place. Les entrepreneurs, qui avancent rapidement, ont besoin d'orientations générales, mais aussi d'un écosystème et de ressources financières. Il importe de comprendre les besoins réels des entrepreneurs et des principales parties prenantes au niveau local, et d'en tenir compte. Il serait intéressant d'en apprendre davantage sur les partenariats multipartites réussis, mais aussi sur les échecs et les enseignements qui ont pu en être tirés.

26. **M. Meja** (Reality of Aid Africa) est d'avis que le cadre politique et juridique est certes important, mais qu'il doit s'appuyer sur un climat politique porteur. Il est essentiel de mettre en place des institutions efficaces

pour bâtir des partenariats multipartites, qui ne peuvent prospérer avec des institutions faibles.

27. **M^{me} Palomares** (IBON International Foundation) dit qu'en général, les cadres internationaux de coopération au service du développement associent en général un nombre limité de parties prenantes, qui sont pour la plupart des partenaires internationaux. Les organisations non gouvernementales sont exclues de ces initiatives et les gouvernements devraient lutter contre la réduction continue de l'espace civique, qui empêche les organisations de la société civile de défendre les droits de l'homme et l'application du principe de responsabilité à l'égard des destinataires visés.

28. **M. Daoudi** (Maroc) demande si la coopération au service du développement est en essor ou en déclin. Au fil du temps, les établissements de crédit semblent avoir remplacé les gouvernements en tant que bailleurs de fonds, et de nombreux pays en développement sont actuellement endettés. Constatant l'écart qui existe entre les pays riches et les pays pauvres dans le domaine de la recherche et de la coopération scientifiques, l'orateur demande instamment à la communauté internationale de promouvoir la coopération technique, si elle veut sérieusement remédier à ce problème.

29. **M. Harris** (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et économiste en chef du Département des affaires économiques et sociales) demande s'il faut donner la priorité aux institutions ou aux politiques, et quel est le niveau de prévisibilité exigé par le secteur privé en ce qui concerne les politiques de développement.

30. **M. Maestripiei** (Directeur général adjoint pour la coopération internationale, Italie) dit que dans son pays, les organisations de la société civile sont des partenaires de longue date, mais que la participation du secteur privé à la coopération au service du développement doit être soumise à des règles plus précises qu'il faut fixer en amont.

31. **M. Mohammed** (Représentant permanent des Maldives auprès de l'ONU) dit qu'il partage l'avis selon lequel les règles, les procédures et les institutions doivent être définies avant de conclure les partenariats, sachant que les institutions peuvent toutefois évoluer. En 1972, lorsque les Maldives se sont ouvertes au tourisme, le cadre institutionnel régissant le secteur n'existait pas encore, et celui-ci avait pour principal moteur le profit. La création d'un aéroport est un projet rentable assurant de véritables retours sur investissement, mais, à l'époque, les besoins en termes de biens publics étaient peu importants. Or le développement des îles, qui passe par la construction d'hôpitaux et de routes, n'est pas forcément rentable. À

cet égard, la notion d'échelle est un facteur crucial. Certaines îles ne comptent que quelques centaines d'habitants, qui ont pourtant besoin des mêmes services. L'orateur estime que les institutions doivent jouer un rôle majeur et passer avant les partenariats multipartites.

32. **M^{me} Fine** (Administratrice adjointe par intérim du Bureau des politiques, de la planification et de l'apprentissage de USAID) estime qu'il est urgent d'avancer tant sur le plan de l'établissement de partenariats que sur celui du renforcement des institutions. Il importe de s'employer simultanément à créer un climat propice au secteur privé et à renforcer les capacités humaines. Le rôle de l'aide publique au développement est d'aider les pays à gérer et à mettre en place leurs propres institutions et à créer un environnement favorable. USAID s'efforce de changer ses habitudes pour collaborer davantage avec le secteur privé.

33. **M. Gély** (Chef de division et responsable du Programme global Eau de la Direction suisse du développement et de la coopération) dit qu'il faut s'autoriser un certain degré de désordre et de destruction créatrice. Afin d'accélérer les progrès dans l'application du principe de l'empreinte hydrique et la réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement, il faut mettre en place une politique avant d'établir des partenariats.

34. **M^{me} Mkhize** (Directrice principale de l'innovation au service du développement inclusif du Ministère sud-africain de la science et des technologies) dit que les partenaires doivent reconnaître qu'ils sont unis par un objectif commun et qu'un partenaire à lui seul ne peut pas tout accomplir. Les politiques ont un rôle à jouer, celui de donner au secteur privé les moyens d'agir en lui apportant un appui à plusieurs niveaux, sachant que chacun opère dans son domaine d'activité.

35. **M. Harris** (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et économiste en chef du Département des affaires économiques et sociales), résumant le débat, dit que les participants s'accordent pour dire que les partenariats doivent être encadrés par des politiques et des institutions et que les partenaires ont des rôles différents à jouer.

36. *M. Mahmadaminov (Tadjikistan), Vice-Président, prend la présidence.*

Table ronde 3 : Obtenir de meilleurs résultats pour un développement durable : le rôle des politiques nationales de coopération pour le développement

37. **M. Harris** (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et économiste en chef du Département des affaires économiques et sociales),

modérateur, présentant la table ronde, dit que l'une des questions à aborder au cours du débat et des futurs échanges informels sur les politiques nationales de coopération au service du développement est de savoir si le fait de fixer des objectifs contribue à renforcer l'efficacité globale des politiques et, dans l'affirmative, quel type d'objectifs il faudrait fixer. Il importe également de réfléchir à la meilleure façon de s'organiser pour procéder à l'examen régulier de la question de la coopération au service du développement. Les partenaires doivent déterminer ce qui est attendu de chacun d'entre eux et fixer des objectifs en conséquence. Les objectifs servant de référence pour mesurer et évaluer l'ensemble des progrès accomplis, il convient d'analyser les obstacles à leur utilisation.

38. **M. Daoudi** (Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé des affaires générales et de la gouvernance du Maroc), participant à la table ronde, dit que le Gouvernement marocain a mis en place une politique consacrée à la réalisation des objectifs de développement durable et élabore actuellement une nouvelle loi visant à encadrer la coopération entre le secteur privé et le Gouvernement dans le domaine du développement, la législation actuelle ne couvrant pas cette question.

39. Ce type de coopération a notamment été mis en place dans le cadre du dessalement des eaux le long des 3 000 kilomètres du littoral marocain. Bien que le Maroc soit un pays producteur de pétrole, les énergies renouvelables couvrent 40 % des besoins nationaux. Le Maroc considère que les objectifs de développement durable constituent un projet intergénérationnel s'inscrivant sur le long terme qui l'aidera à atteindre les buts qu'il s'est fixés concernant la qualité de l'air, les changements climatiques, le traitement des déchets et la diversité biologique des zones côtières. En collaboration avec le secteur privé, le Maroc a lancé un projet pilote de dessalement et construit l'une des plus grandes centrales solaires du monde.

40. Pour élaborer sa stratégie et son projet de développement des ressources humaines à l'échelle nationale, le Maroc s'appuie sur l'examen des politiques et du cadre juridique relatifs au développement, le but étant de favoriser les partenariats avec le secteur privé. Dans le cadre de sa stratégie nationale agricole pour un « Maroc vert », le pays est devenu un exportateur net de cultures vivrières irriguées avec de l'eau de mer dessalée et a enregistré une croissance annuelle de 7 % à 8 % dans ce secteur. L'optimisation de la gestion et du traitement des déchets exige également des capitaux importants. Le Maroc s'est fixé pour objectif que toutes les petites et moyennes villes disposent d'installations sanitaires adaptées d'ici à 2030. Il détient 75 % des

réerves mondiales de phosphate, principalement utilisé pour produire de l'engrais, et espère devenir d'ici à 2030 le premier producteur de phosphate pour l'agriculture. Dans le futur, la stabilité mondiale pourrait dépendre du phosphate marocain.

41. La promotion de la coopération internationale et l'échange de données d'expérience ont rapidement progressé. En 2017, le Maroc a été le pays d'Afrique qui a attiré le plus d'investissements directs étrangers. Parmi les difficultés à surmonter, il convient de signaler que le progrès technologique n'encourage pas toujours la création d'emplois. La politique de développement économique vise notamment à accélérer la croissance économique et la création d'emplois et à garantir une protection sociale à l'ensemble de la population. Parmi les objectifs du programme de développement à l'horizon 2021, on peut citer l'accès à l'eau potable pour tous les citoyens et le développement de la santé et de l'éducation.

42. **M. Yanara** (Ministre délégué auprès du Premier Ministre et Secrétaire général du Conseil cambodgien du redressement et du développement), participant à la table ronde, dit qu'au cours de ses deux décennies et plus d'expérience dans le domaine du développement, il a constaté que la coopération au service du développement avait eu des retombées positives pour le Cambodge. Le pays a connu une transformation remarquable et a récemment rejoint le groupe des pays à revenu intermédiaire. Le Gouvernement a pris un engagement fort en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la promesse consistant à ne pas faire de laissés-pour-compte. Le sentiment d'adhésion et l'adoption d'une vision claire ont été des fondements essentiels qui ont permis de mobiliser d'importantes ressources. L'aide publique au développement a complété les ressources nationales pour le financement des infrastructures, de la mise en valeur des ressources humaines et de la réforme institutionnelle.

43. Dans le cadre de la politique nationale de coopération au service du développement, on a défini les principes et outils les plus importants pour le renforcement des partenariats. Les principaux objectifs de cette politique consistent à exploiter les ressources extérieures pour promouvoir le développement durable conformément à la vision nationale à long terme, à renforcer les capacités et les institutions, et à faire en sorte que tous les acteurs du développement s'engagent dans des partenariats équitables visant une croissance partagée. La politique établit également les modalités de gestion des activités de développement, qui prévoient la clarification des structures de dialogue et des conditions d'exécution afin de garantir la participation de tous les

acteurs concernés. Des indicateurs de suivi communs ont été adoptés afin de garantir la transparence et l'application du principe de responsabilité. La clef du succès du mécanisme de coopération, qui a été mis en place en 2003, réside dans le partage de bonnes pratiques et l'adoption d'une approche axée sur les résultats. Une version actualisée de la politique, intégrant les méthodes utilisées dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, est en cours d'élaboration.

44. En ce qui concerne l'avenir de la coopération au service du développement dans le contexte plus large du Programme 2030, l'orateur note que l'examen à mi-parcours a permis de recenser plusieurs enjeux, les plus fondamentaux étant la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive, le développement des institutions, la compétitivité économique, l'égalité et l'inclusion sociale étant d'autres enjeux. Pour ne laisser personne de côté, il est essentiel de mettre en place des systèmes de suivi et de renforcer les capacités : il faut disposer d'informations concernant les secteurs les plus pauvres et les plus vulnérables de la société afin de mieux comprendre la dynamique de l'inclusion sociale.

45. L'évaluation à mi-parcours a révélé que le montant des ressources nationales consacrées au financement du développement s'élevait à 20 % du PIB, soit quatre fois le montant de l'aide publique au développement. Le Gouvernement jouera à n'en point douter un rôle de chef de file dans la mise en œuvre du Programme 2030 au Cambodge. Dans le cadre de la planification des activités de développement pour les cinq prochaines années, il continuera à consolider les relations avec tous les acteurs du développement et à réfléchir à la façon dont la politique de coopération en matière de développement peut faire fructifier les partenariats.

46. **Le Président** annonce qu'à l'issue de la séance officielle, trois dialogues parallèles seront organisés sur le thème de la Session 3 : « Obtenir de meilleurs résultats pour un développement durable : le rôle des politiques nationales de coopération pour le développement ».

47. Le Dialogue I sera animé par M^{me} Sidiropoulos (Directrice générale du South African Institute of International Affairs). Y participeront : M^{me} Nasser (Vice-Ministre chargée des affaires étrangères et de la coopération internationale, Honduras), M^{me} Rheyati (Responsable du service de la coopération multilatérale, Division de la coopération internationale, Directrice du département des partenariats, de la communication et de la coopération, Secrétariat d'État chargé du développement durable, Maroc) et M. Chipiko (membre du Parlement, Malawi).

48. Le Dialogue II sera animé par M. Harris (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et économiste en chef du Département des affaires économiques et sociales). Y participeront M. Miranda (Vice-Ministre chargé de la coopération au service du développement, El Salvador), M. Garcia (Vice-Ministre chargé de la coopération au service du développement, Ministère de l'économie, de la planification et du développement, République dominicaine), M. Ongodo (Directeur général pour la coopération et l'intégration régionale auprès du Ministère de l'économie, de la planification et du développement régional, Cameroun) et M. Cissé (membre du Parlement, Mali).

49. Le Dialogue III sera animé par M. Illa (Responsable de la cohésion sociale et de la coopération Sud-Sud, Secrétariat général ibéro-américain). Y participeront M^{me} Srimaitreephithak (Directrice générale de l'Agence thaïlandaise de coopération internationale), M. Londono Zurek (Directeur de l'Agence présidentielle de coopération internationale, Colombie) et M. Romero (sénateur argentin).

La séance est levée à 17 heures.